



La quinzaine nordique

© DG Trésor

N° 119 du 9 septembre 2016

Pays Nordiques

Recouvrement TVA. Selon un rapport publié en septembre 2016 par la Commission européenne, la Suède dispose du meilleur taux de recouvrement de TVA dans l'UE. En effet, l'écart entre les recettes attendues et le montant réellement collecté se limitait à seulement 1,24% en 2014 (comme en 2013) contre 6,92% en Finlande (5,69% en 2013) et 9,78% au Danemark (11,27% en 2013). L'écart au sein de l'UE était, pour sa part, de 14,06% en moyenne (14,76% en 2013). Rappelons, par ailleurs, que les taux de TVA généraux en vigueur dans les trois Etats nordiques, membres de l'UE, sont parmi les plus élevés de l'Union, avec 24% pour le Danemark et 25% pour la Finlande et la Suède.

Danemark

Conjoncture. Le PIB danois a progressé de +0,5% au 2^{ème} trimestre 2016 après +0,7% au 1^{er}. La croissance au 2^{ème} trimestre a été tirée par la consommation publique (+1,2%) et les exportations de biens et services (+0,8%). En revanche, les investissements ont reculé (-0,9%) et la demande intérieure a évolué négativement (-0,5%) du fait du fort recul observé des importations de marchandises (-2,4%) et du faible dynamisme de la consommation privée (+0,2%). Dans ce contexte encore fragile, l'emploi a poursuivi sa progression (+0,5%).

Plan économie 2025. Le Premier Ministre, Lars Løkke Rasmussen, a présenté son « plan économie 2025 » la semaine dernière. Il vise essentiellement à renforcer la soutenabilité des finances publiques en développant le marché du travail, dans un contexte marqué par des évolutions démographiques défavorables. Le plan contient une réforme fiscale intégralement financée reposant sur un allègement de l'IR (pour les revenus allant jusqu'à 135 000 €/an), des mesures visant à renforcer la compétitivité, des ajustements apportés au système de retraite (allongement de l'âge de départ à la retraite de 67 à 67,5 ans à partir de 2025) et au système d'allocation étudiante, rendu moins généreux. Les négociations entamées récemment entre le gouvernement et les partis formant la coalition parlementaire au pouvoir pourraient déboucher sur des modifications substantielles du contenu des initiatives de ce plan.

Mærsk. En raison du niveau des cours du pétrole, la direction du groupe a annoncé l'arrêt, au mois de septembre, de la production de 9 de ses 23 plateformes pétrolières. Le groupe estime les pertes induites par cette décision à environ 13 MdsDKK (1,8 Md€), dont 9,3 MdsDKK (1,3 Md€) imputés au non renouvellement de contrats en cours au mois de septembre.

Attractivité. La confédération des industries danoises (*Dansk Industri*) a publié les résultats de son enquête annuelle sur le climat des affaires parmi 96 communes danoises. Copenhague arrive en bas de classement ; seraient en cause : la disponibilité de la main-d'œuvre, les impôts, les taxes municipales etc. La commune d'Ikast-Brande arrive en tête du classement pour la deuxième année consécutive.

Finlande

Conjoncture. Les estimations de croissance pour les deux premiers trimestres de 2016 ont été révisées à la baisse par l'Institut national des statistiques (*Tilastokeskus*), essentiellement sous l'effet de la hausse des importations, s'expliquant en partie par livraisons d'Airbus A350-900 à la compagnie Finnair. La croissance du PIB a été de +0,3% au premier trimestre (au lieu de +0,6%) et de +0% au deuxième trimestre (au lieu de +0,3%). L'absence de croissance au deuxième trimestre s'explique essentiellement par la contribution négative des échanges extérieurs, la croissance des importations (+4,0%) excédant celle des exportations (+3,1%). La consommation privée était en hausse de +0,9% et la bonne tenue de l'investissement s'est confirmée à +3,6%. A la suite de ces résultats, le gouvernement finlandais a également revu à la baisse sa prévision de croissance pour 2016 à +1,0% (au lieu de +1,4% précédemment) en justifiant cela par la faiblesse des exportations. Enfin, l'agence de notation Fitch Rating a maintenu la note de la dette à long terme de la Finlande à AA+ avec une perspective stable.

Pacte de compétitivité. Un dernier rebondissement a failli remettre en cause la conclusion du Pacte de compétitivité (voir QN n°115), les syndicats représentant les fonctionnaires locaux refusant au dernier moment de signer au motif que



La quinzaine nordique – 9 septembre 2016 © DG Trésor

le projet de budget pour 2017 menaçait les budgets des municipalités et les emplois. Le gouvernement s'est engagé à maintenir l'emploi et à ne pas contraindre les municipalités à des économies supplémentaires et les syndicats concernés ont finalement signé le pacte, portant à 90% la part des salariés qui se sont engagés à augmenter leur temps de travail et à consentir des sacrifices en termes de rémunération. De ce fait, les allègements d'impôts sur le revenu promis par le gouvernement pour 2017 atteindront 515 M€.

Projet transport. Le conseil municipal de la ville d'Helsinki a approuvé le projet de construction de trois ponts et d'une ligne de tramway entre l'île de Laajasalo et le centre-ville d'Helsinki (Kalasatama). Les trois ponts, dont l'un sera le plus long de Finlande avec 1,2 km, seront réservés aux piétons, aux tramways, aux vélos et aux véhicules d'urgence. La nouvelle ligne de tramway de 10 km devrait accompagner le développement des quartiers résidentiels de Kruunuvuorenranta et Laajasalo. Le coût total du projet est estimé à 260 M€ et sera financé par la ville d'Helsinki. La construction devrait commencer en 2018 pour une mise en service prévue en 2026.

Chantiers navals. Le chantier naval de Meyer à Turku a reçu une lettre d'intention du premier opérateur mondial du marché des croisières, Carnival, pour la commande de deux paquebots de croisières au GNL, qui seront les plus gros navires de transport de passagers au monde alimentés au GNL, en ligne avec la nouvelle politique de croisière verte (« green cruising ») de la compagnie. Les navires devraient être livrés en 2020 et 2022. Le montant de la commande n'a pas été rendu public mais selon les estimations, il devrait atteindre 1,6 Md € au total.

Revenu universel. Le ministère des affaires sociales a lancé une consultation publique sur un projet de test d'un revenu universel. Le versement d'une prestation de 560 euros par mois sera testé sur un échantillon de 2 000 personnes tirées au sort parmi les chômeurs en fin de droits. Cette prestation se substituera pendant deux ans à l'indemnité de fin de droits d'un montant de 550 euros, ne sera pas imposable et continuera à être versée si le bénéficiaire retrouve un emploi.

Economie circulaire. Nestlé Oil et Ikea ont conclu un accord de partenariat portant sur le développement de produits en bioplastiques qui réduirait considérablement l'utilisation d'énergies fossiles, grâce au recours à des procédés de production propres et au recyclage.

Islande

Risque-pays. L'agence Moody's a relevé le 1^{er} septembre la notation de l'Islande de Baa2 à A3, associée à une perspective stable ; la dette islandaise passant ainsi de la catégorie *Lower medium grade* à *Upper medium grade*. L'agence justifie cette décision par le maintien d'une croissance élevée et surtout par l'efficacité des mesures en faveur de la réduction de la dette publique, dont Moody's anticipe qu'elle devrait approcher 50% du PIB fin 2017 et 40% en 2020, contre 68,5% du PIB fin 2015 et 75% au plus haut en 2011. L'agence considère également que les mesures prises pour assainir le secteur bancaire et la levée progressive du contrôle des capitaux ont permis de réunir les conditions favorables aujourd'hui à la libéralisation du compte de capital, même s'il existe des risques résiduels inhérents à une telle situation.

Norvège

Croissance. L'économie norvégienne a repris des couleurs au deuxième trimestre 2016, son taux de croissance restant faible mais remontant à 0,4% selon les chiffres officiels. Cette légère augmentation devrait éviter une nouvelle baisse des taux de la banque centrale en septembre. Avec la stabilisation du nombre de chômeurs, ce résultat devrait assurer à la banque centrale une certaine visibilité dans les prochains mois, les seuls indicateurs négatifs continuant d'être la hausse des prix de l'immobilier selon les analystes. Pour rappel, la banque centrale avait abaissé ses taux à 0,5% il y a quelques mois, un niveau historiquement bas. Le chiffre du bureau central des statistiques concerne par ailleurs le PIB continental, et ne prend pas en compte les revenus liés aux hydrocarbures. Il est de 0,1 point plus haut qu'attendu, et est notamment porté par la consommation des ménages et les investissements publics.

Exploration. La PM Erna Solberg a annoncé le 29 août lors du salon ONS consacré à l'industrie des hydrocarbures que le gouvernement se penchait dorénavant sur une ouverture à l'exploration de la zone aujourd'hui protégée des Lofoten. Face à la conjoncture difficile rencontrée par l'industrie et aux coupes réalisées dans le secteur depuis 2014, le ministre norvégien du pétrole et de l'énergie Tord Lien a invité les grandes compagnies du secteur à se pencher sur l'attribution prochaine de licences d'exploration dans le secteur. Cette annonce a provoqué le courroux de nombreuses associations et personnalités politiques, d'autant que la coalition au pouvoir s'était engagée lors de son élection en 2013 à ne pas ouvrir l'exploration des zones protégées (Lofoten, Vesteralen, Jan Mayen). En plus de provoquer un tollé chez les associations environnementales, cette annonce vient fragiliser l'accord de coalition qui lie le parti du progrès et les conservateurs aux chrétiens démocrates et au parti du centre, opposés à l'exploitation de la zone. Le gouvernement a



finalement fait volte-face jeudi 8 septembre et a annoncé qu'il renonçait à inscrire le périmètre jusque-là protégé au 24^{ème} round d'exploration pétrolier.

Hydrocarbures. La fermeture la semaine dernière de la plateforme Goliat, située dans l'Arctique et opérée majoritairement par l'italien Eni, a fait grand bruit en Norvège, notamment en plein déroulement du salon consacré à l'exploitation des hydrocarbures (ONS). Cette fermeture fait suite à plusieurs failles techniques reportées aux autorités, notamment une nouvelle coupure d'électricité, la deuxième depuis le lancement en mars de l'exploitation du champ. Cet incident, évoqué en termes graves par la ministre du travail et des affaires sociales Anniken Hauglie, devrait potentiellement conduire à une révision des règles de sécurité de la part des autorités norvégiennes, qui ont été évoquées lors d'une rencontre entre la ministre et l'autorité norvégienne pour la sûreté des plateformes (Petroleum Safety Authority, PSA). Il a été demandé à l'entreprise italienne de remettre à la ministre un plan devant attester de la sécurité future de la plateforme. La licence d'exploitation de Goliat demeure pour l'instant inchangée, Eni restant cependant sous la surveillance des autorités norvégiennes suite aux plaintes de plusieurs syndicats d'employés séjournant sur la plateforme, par ailleurs exploitée à 35% par le norvégien Statoil.

Fonds souverain. Suite à la recommandation en ce sens de son Conseil éthique, le fonds souverain norvégien a annoncé lundi 5 septembre avoir procédé à la vente des parts qu'il détenait dans l'entreprise Duke Energy. Cette décision fait suite aux soupçons d'atteinte importante à l'environnement de la part de l'exploitant américain de centrales à charbon, et au manque de volonté de l'entreprise et de ses filiales pour se conformer aux prérequis environnementaux dans les dix ou quinze prochaines années. Cette décision du fonds, qui pèse aujourd'hui environ 800 Mds€, pourrait inciter d'autres investisseurs à suivre la même voie.

Suède

Conjoncture. La banque Nordea révisé légèrement à la baisse ses prévisions de croissance pour l'économie suédoise en 2016 (de 3,7% à 3,3%) et 2017 (de 1,8% à 1,7%) suite au ralentissement de la consommation privée et à la contribution négative du commerce extérieur.

Finances publiques. L'Agence nationale de la gestion financière (ESV) table sur un équilibre des finances publiques suédoises en 2016, alors que le gouvernement prévoit, pour sa part, un déficit de -0,2%. En 2017, les finances publiques accuseront un solde négatif (-0,2% selon ESV et -0,3% selon le gouvernement). Une embellie est, en revanche, attendue pour l'année électorale 2018 (+0,2% selon le gouvernement et 0% selon ESV).

Politique monétaire. La Riksbank a annoncé le 7 septembre qu'elle laissait inchangé son principal taux directeur, actuellement situé en territoire négatif à -0,5%. La décision de maintenir cette politique expansionniste est justifiée à ses yeux par l'incertitude pesant sur l'environnement international, dans le contexte du Brexit notamment, et par une volonté de préserver la tendance à la reprise de l'inflation qui s'amorce (révisée à la hausse de 0,1 pt à +1,1% en 2016 après +0% en 2015). Le *board* de la banque centrale a également indiqué dans son communiqué que les taux ne devraient pas commencer à être relevés graduellement avant la mi-2017 et que les acquisitions d'obligations émises par l'Etat devraient se poursuivre sur le 2nd semestre 2016 jusqu'à atteindre un total de 245 MdsSEK en fin d'année.

Distribution. Selon Kepler Chevreux, le leader suédois de la grande distribution alimentaire ICA dégage la plus forte rentabilité (7% en moyenne) des grands acteurs européens du secteur. La marge serait presque le double de la moyenne des autres grands acteurs européens (3-4%). La position dominante en Suède du groupe ICA, une concurrence relativement faible en raison du caractère oligopolistique de son marché local et un réseau de grossistes particulièrement rentable expliquent la bonne santé économique du groupe. Ancienne filiale du distributeur néerlandais Royal Ahold puis du norvégien Hakon, le groupe ICA qui compte un réseau nordico-balte de 2 400 enseignes (plus de 1 300 en Suède) est aujourd'hui détenu par l'Association ICA Handlarna à hauteur de 51,3% (le regroupement des gérants locaux des différentes enseignes) et par la société d'investissement Industrivärden (10% des droits de vote/capital).

Méto. La ligne rouge du métro de Stockholm va être rénovée pour un coût total de 12,5 MdsSEK (soit environ 1,3 Md€). La moitié des dépenses correspond à la livraison de nouvelles rames fabriquées par Bombardier qui seront mises en service dès 2017. La phase principale des travaux devrait prendre fin en 2021/2022 et permettra d'augmenter le trafic de 25% en heure de pointe. A horizon 2025, la région envisage également d'investir dans des rames automatiques accompagnées par la mise en place de portes palières sur les quais des stations de la ligne.

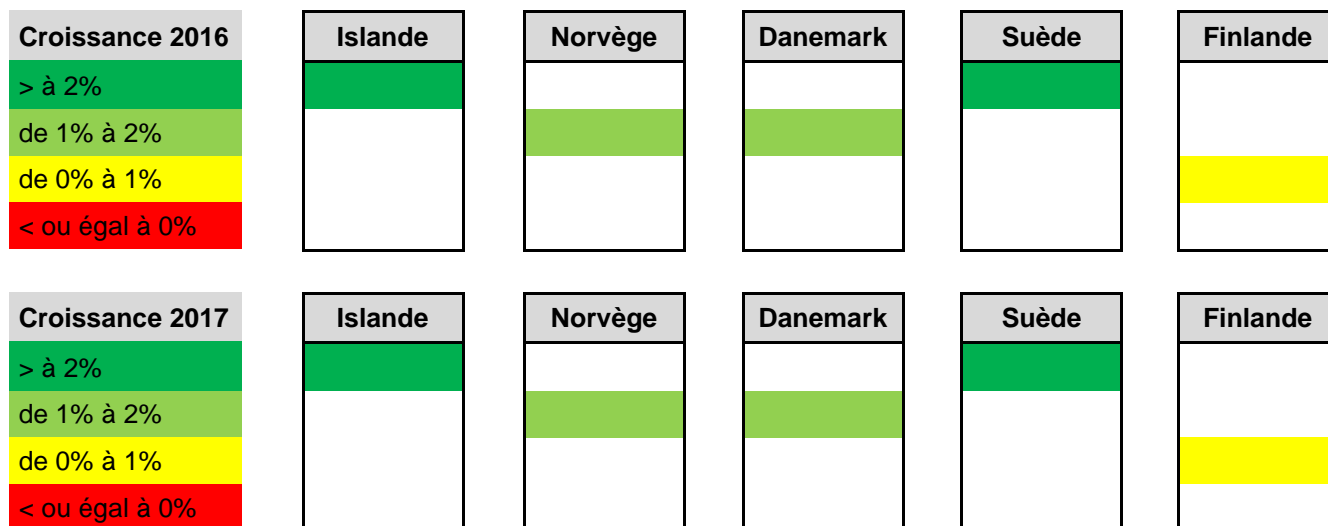
Véhicules autonomes. Volvo Cars et Autoliv ont décidé de s'allier pour créer une société de software à destination des voitures autonomes qui sera implantée à Lindholmen, à Göteborg. Début 2017, la société, dont le nom n'a pour le moment pas été rendu public, comptera 200 employés et devrait atteindre, à terme, les 600 employés. Dennis Nobelius,



La quinzaine nordique – 9 septembre 2016 © DG Trésor

qui a auparavant été responsable de la Volvo 90-série, en sera le DG. Volvo Cars et Autoliv font déjà partie du projet « Drive Me », dont l'objectif est de mettre en circulation 100 véhicules autonomes dans les rues de Göteborg en 2017.

1. Prévisions de croissance pour les pays nordiques



Source : Commission Européenne, prévisions de printemps (Mai 2016)

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017
PIB										
Gouvernement	0,9	1,5	1,0	1,0	1,2	1,6	3,5	2,3	-	-
Banque centrale	1,0	1,6	1,1	1,1	1,0	1,7	3,2	2,2	4,9	4,1
Institut stat./conj****.	1,1	2,3	0,9	1,2	1,7	2,1	3,3	2,0	4,0	3,1
Commission*	1,2	1,9	0,7	0,7	1,2	1,7	3,4	2,9	3,5	3,3
FMI**	1,6	1,8	0,9	1,1	1,0	1,5	3,7	2,8	3,7	3,0
OCDE***	1,0	1,8	1,0	1,2	0,6	1,3	3,4	2,8	4,4	3,5
SEB	1,4	2,3	0,7	1,0	1,2	1,4	3,7	2,8	-	-
Nordea	1,0	1,5	1,0	0,8	1,9	1,4	3,3	1,7	-	-
Danske Bank	0,7	1,0	0,8	0,5	0,9	1,9	2,6	1,4	-	-

Source :

* Prévisions de printemps (mai 2016)

** World Economic Outlook (avril 2016) ou rapports pays

*** Perspectives économiques (mai 2016)

**** Suède : Konjunkturinstitutet (KI), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB, Finlande : ETLA, Islande : Statis

Code couleur des mises à jour :



La quinzaine nordique – 9 septembre 2016 © DG Trésor

En gras : mise à jour sans changement

En rouge : dégradation

En vert : amélioration

2. Autres indicateurs macroéconomiques

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017
Déficit										
Gouvernement	-0,9	-1,9	-2,4	-2,4	6,6	-	-0,2	-0,3	-	-
Commission*	-2,5	-1,9	-2,5	-2,3	6,1	5,2	-0,4	-0,7	0,5	0,5
FMI**	-2,8	-2,0	-2,8	-2,6	5,4	5,1	-0,9	-0,8	14,4	-0,5
OCDE***	-2,5	-2,1	-2,4	-1,6	3,2	3,1	0,2	0,1	0,3	0,5

 NB : déficit hors pétrole pour la prévision gouvernementale de la Norvège (en % du PIB continental)

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017
Dettes										
Gouvernement	38,7	37,9	64,6	66,4	-	-	42,3	41,3	-	-
Commission*	38,7	39,1	65,2	66,9	30,6	34,2	41,3	40,1	57,0	53,0
FMI**	47,4	47,7	64,3	66,2	27,9	27,9	42,6	41,9	56,1	52,6

 NB : dette brute de l'Etat central pour la prévision du gouvernement islandais

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017
Autres										
inflation (IPCH)*	0,5	1,4	0,0	1,3	3,0	2,5	1,0	1,5	1,8	2,7
cons. privée*	1,9	1,6	0,7	0,5	1,1	1,4	3,0	2,7	4,5	4,0
chômage (BIT)*	5,9	5,6	9,4	9,3	4,4	4,7	6,8	6,3	4,0	3,8

Source :

 * *Prévisions de printemps* (août 2016)

 ** *World Economic Outlook* (avril 2016) ou rapports pays

 *** *Perspectives économiques* (mai 2016)

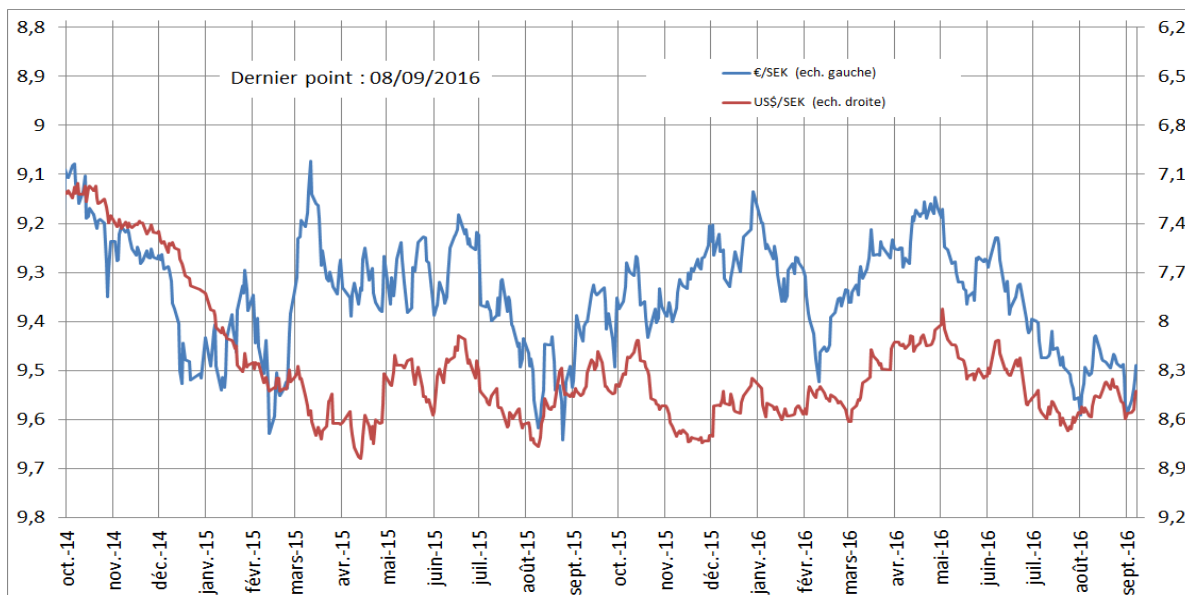
 **** Suède : *Konjunkturinstitutet (KI)*, Danemark : *Conseil des Sages*, Norvège : *SSB*, Finlande : *ETLA*, Islande : *Statis*
Code couleur des mises à jour :
En gras : mise à jour sans changement

En rouge : dégradation

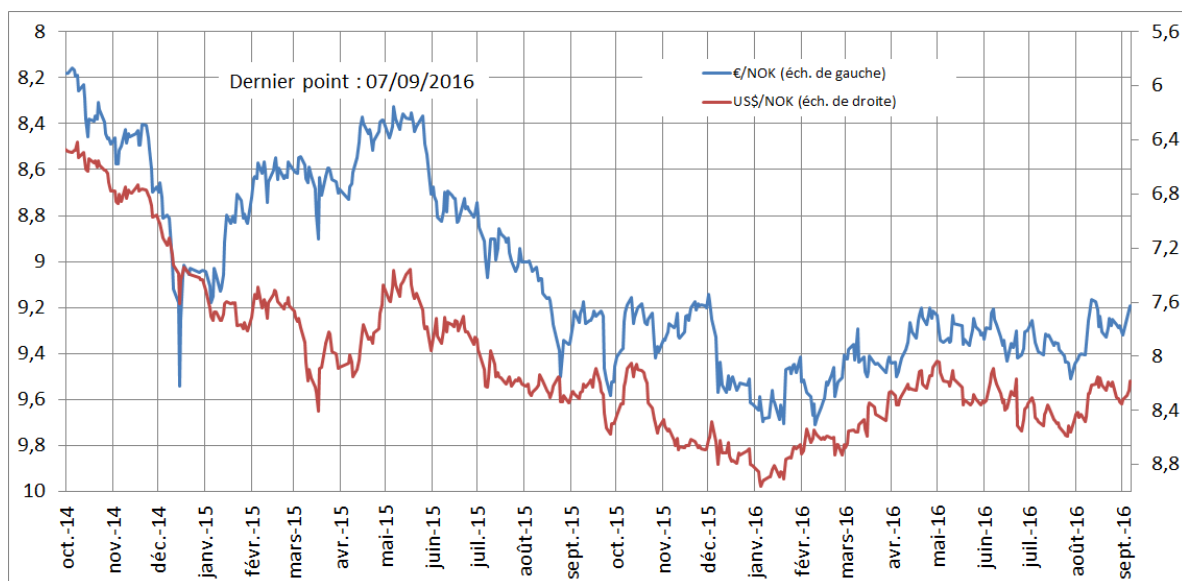
En vert : amélioration

3. Evolution historique des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique (adresser les demandes à pierre-alexandre.miquel@dtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Directeur de la publication : Pierre-Alexandre Miquel (Chef du SER)

Revu par : Romain Saudrais (Conseiller financier)

Service Économique Régional (SER) de Stockholm

Ambassade de France en Suède

Adresse : Storgatan 11 // 114 44 Stockholm

Avec les contributions des Services Économiques de Copenhague (Clothilde Bauduin, Michel Lallemand, Philippe Martinez), Helsinki (Nadine Mouy, Alexis Stevenson), Oslo (Emmanuel Gabla, Adrien Labaune), et du Service Économique Régional de Stockholm (Frédéric Lemaître, Julien Grosjean, Thomas Charrier, Romain Saudrais).